



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.527/Add.7  
18 juillet 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS et FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Quarante-huitième session  
Genève, 6 mai - 26 juillet 1996

### PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION

Rapporteur : M. Igor Lukashuk

#### CHAPITRE II

#### PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE DE L'HUMANITE

##### D. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité

[Article 16]

## Article 16

### Crime d'agression

Tout individu qui, en qualité de dirigeant ou d'organisateur, prend une part active dans - ou ordonne - la planification, la préparation, le déclenchement ou la conduite d'une agression commise par un Etat, est responsable de crime d'agression.

### Commentaire

1) Le présent article ne vise pas à définir l'agression, mais à déterminer la responsabilité pénale d'un individu qui a participé à un acte d'agression.

2) Les auteurs d'un acte d'agression ne peuvent se trouver que dans les catégories d'individus qui possèdent l'autorité ou le pouvoir requis, pour être en mesure de jouer éventuellement un rôle déterminant dans la commission d'une agression. Ce sont les individus que l'article 16 désigne sous le nom de "dirigeants" ou "organiseurs". Ces termes doivent être entendus au sens large, à savoir, outre les membres d'un gouvernement les personnes occupant un poste élevé dans l'appareil militaire, le corps diplomatique ou les milieux d'affaires. C'est ce que le tribunal de Nuremberg avait constaté en affirmant : "Hitler ne pouvait, à lui seul, mener une guerre d'agression. Il lui fallait la collaboration d'hommes d'Etat, de chefs militaires, de diplomates, de financiers" <sup>1</sup>/.

3) Toutefois, le seul fait matériel de participer à un acte d'agression, ne suffit pas à établir la culpabilité d'un dirigeant ou d'un organisateur. Encore faut-il que cette participation ait été intentionnelle, et exécutée en connaissance de cause, dans le cadre d'un plan ou d'une politique d'agression. A ce propos, le tribunal de Nuremberg, analysant le comportement de certains accusés, avait déclaré "quand ceux-ci, en pleine connaissance de cause, ont offert leur assistance, ils sont devenus parties au complot qu'ils avaient ourdi. S'ils furent, entre ses mains, des instruments, la conscience qu'ils en eurent empêché de les considérer comme innocents". Par contre, le même tribunal avait déclaré Schacht, Doenitz et Borman innocents de certains crimes contre la paix dont ils étaient accusés en ces termes : "Il est évident que Schacht avait occupé une situation importante dans le programme de réarmement de l'Allemagne et que les mesures qu'il prit, en particulier dans les premiers jours du régime nazi, ont causé l'ascension rapide de l'Allemagne nazie en tant que puissance militaire. Mais le réarmement, en lui-même, ne constitue pas un crime aux termes du Statut. Pour en faire un crime contre la paix, aux termes de l'article 6 du Statut, il faudrait prouver que Schacht réalisa

---

<sup>1</sup>/ Jugement du tribunal de Nuremberg, p. 237.

ce réarmement parce qu'il savait que cela faisait partie des plans faits par les nazis en vue d'une guerre d'agression"... A propos du deuxième, le Tribunal a déclaré : "Il n'a pas été prouvé que Doenitz, bien qu'il eût construit et entraîné l'arme sous-marine allemande, ait participé au complot ourdi en vue de faire des guerres d'agression ou qu'il ait préparé et déclenché ces guerres. Il travaillait dans la section des opérations et s'occupait uniquement des questions tactiques. Il n'a pas assisté aux importantes conférences au cours desquelles furent exposés les plans de guerre d'agression, et il n'est pas prouvé qu'il ait été au courant des décisions prises à ces conférences"... S'agissant du troisième accusé, le Tribunal a laissé entrevoir la possibilité de déduire des fonctions occupées par un individu qu'il est informé : "Les preuves ne montrent pas que Borman ait eu connaissance des plans de Hitler qui visaient à préparer, à déclencher ou à mener des guerres d'agression. Il n'assista à aucune des importantes conférences où Hitler, peu à peu, révéla ses plans d'agression, et l'on ne peut déduire, à coup sûr, des fonctions occupées par l'accusé, qu'il ait été tenu au courant de ces plans" 2/.

4) Aux termes du présent article, l'agression est "commise par un Etat". L'individu - en tant que dirigeant ou organisateur - y participe. C'est cette participation que l'article 16 définit comme un crime contre la paix et la sécurité de l'humanité. En d'autres termes, le présent article réaffirme la responsabilité pénale des participants à un crime d'agression. La mise en jeu de la responsabilité d'un individu dans un tel crime est intrinsèquement et intimement liée à la commission de l'agression par un Etat 3/. La règle de droit international qui interdit l'agression s'applique en effet à la conduite d'un Etat vis-à-vis d'un autre Etat. Par conséquent, seul un Etat est capable de commettre une agression en violation de la règle de droit international interdisant cette conduite. En même temps, l'Etat est une entité abstraite, qui est incapable d'agir par elle-même. Un Etat ne peut commettre d'agression qu'avec la participation active des individus qui ont l'autorité ou le pouvoir nécessaire pour planifier, préparer, déclencher ou conduire l'agression. Le Tribunal de Nuremberg a reconnu expressément cette réalité en déclarant : "Ce sont des hommes, et non des entités abstraites, qui commettent les crimes dont la répression s'impose, comme sanction du Droit international". Ainsi, la violation par un Etat de la règle de droit international interdisant l'agression met en jeu la responsabilité pénale des individus qui ont joué un rôle décisif dans la planification, la préparation, le déclenchement ou

---

2/ Idem. p. 332 et 365.

3/ Il faut toutefois noter que la thèse selon laquelle seul un Etat peut commettre une agression est contestée par certains membres de la Commission. Pour ces membres, ce sont les dirigeants de l'Etat qui se servent des moyens que leur offre leur position pour commettre le crime d'agression.

la conduite de l'agression. Les mots "une aggression commise par un Etat" indiquent clairement que cette violation du droit par un Etat est une condition *sine qua non* de l'imputation possible à un individu de la responsabilité pour un crime d'agression. Néanmoins, la portée du présent article se limite à la participation à un crime d'agression aux fins de la détermination de la responsabilité pénale des individus. Elle ne concerne donc pas la règle du droit international interdisant le recours à l'agression par les Etats.

5) L'action de l'Etat ne met en jeu la responsabilité individuelle pour crime d'agression que si le comportement de l'Etat constitue une violation suffisamment grave de l'interdiction énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. A cet égard, la juridiction compétente peut avoir à examiner deux points étroitement liés, à savoir, premièrement, si la conduite de l'Etat constitue une violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte et, deuxièmement, si cette conduite constitue une violation suffisamment grave d'une obligation internationale pour être considérée comme une aggression engageant la responsabilité pénale d'individus. Le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg sont les principales sources faisant autorité en matière de responsabilité pénale individuelle pour des actes d'agression.

6) L'agression comporte plusieurs phases énumérées dans l'article 16. Ce sont l'ordre de commettre l'acte d'agression qui n'est autre chose que la décision de le commettre; ensuite interviennent la planification, la préparation, le déclenchement et la conduite des opérations en résultant. Ces différentes phases ne sont probablement pas, dans la réalité, séparées par une cloison étanche et c'est pourquoi il peut paraître absurde de se poser la question de savoir si la responsabilité pénale de l'individu pour participation à un crime d'agression n'est engagée que si celui-ci a participé à toutes les phases de l'agression. La participation à une seule phase de l'agression suffit en effet à engager la responsabilité pénale.

(7) On peut se poser également la question de savoir pourquoi la présente disposition ne donne aucune définition de l'agression. La Commission a estimé que, l'agression étant un acte dont un Etat est l'auteur, sa définition relève plutôt de la responsabilité internationale de l'Etat.

La question de savoir quel Etat est l'auteur d'une aggression aux termes de la Charte (article 39) est de la compétence du Conseil de sécurité. La réparation des conséquences de l'agression relève des différents modes de règlement des différends, et notamment de la compétence de la Cour internationale de Justice. Mais il s'agit d'une question très complexe et le partage des compétences entre la Cour et le Conseil de sécurité est très controversé. Certains pensent que le Conseil de sécurité est un organe politique et que ses constatations ne devraient pas lier un organe juridique. C'est là un problème très délicat que seul un développement ultérieur du droit international permettra peut-être de résoudre.